



PARTNERSHIP AFRICA CANADA
PARTENARIAT AFRIQUE CANADA

**PARTENARIAT AFRIQUE CANADA
COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

le 2 mars 2009

[Vous trouverez le rapport sur le lien suivant :
http://www.pacweb.org/Documents/diamonds_KP/18_Zimbabwe-Diamonds_March09-Eng.pdf](http://www.pacweb.org/Documents/diamonds_KP/18_Zimbabwe-Diamonds_March09-Eng.pdf)

**LES DIAMANTS DE SANG DU ZIMBABWE
Les organismes mondiaux de réglementation du diamant s'embourbent
L'ONU est appelée à intervenir**

Les diamants sont devenus un important facteur dans la tentative désespérée de Robert Mugabe de conserver le pouvoir au Zimbabwe. La contrebande des diamants s'est généralisée et des douzaines de mineurs ont été assassinés par les militaires, qui contrôlent désormais les principaux champs diamantifères du pays.

Les horreurs qu'engendrent les diamants du Zimbabwe sont le sujet d'un nouveau rapport publié aujourd'hui par Partenariat Afrique Canada (PAC), intitulé *[Zimbabwe, Diamonds and the Wrong Side of History](#)* (en anglais seulement). Le rapport de PAC décrit la relation entre les diamants et la misère de plus en plus grande qui accable le Zimbabwe; on y maintient que le Processus de Kimberley, une initiative internationale de réglementation du commerce des diamants bruts réunissant 45 gouvernements et dont le but est de mettre un terme au commerce des diamants de guerre, n'a ni la volonté ni l'intérêt de s'attaquer au problème.

Sous le nouveau « gouvernement d'union nationale » du Zimbabwe, le portefeuille des mines et les forces militaires demeurent fermement sous la coupe de Robert Mugabe et de ses copains du ZANU-PF, qui sont tous visés par des saisies de biens et par des restrictions de déplacements dans l'Union européenne et aux États-Unis.

PAC appelle le Conseil de sécurité des Nations Unies à intervenir, comme il l'a fait dans le cas des diamants de sang en Angola, en Sierra Leone, au Libéria et en Côte d'Ivoire, et à imposer un embargo sur les diamants zimbabwéens jusqu'à ce qu'on ait instauré une gouvernance légitime et compétente.

Le rapport de PAC affirme que les débats sur les moyens que devrait prendre le Processus de Kimberley face à cette situation ont été « léthargiques, timorés et tout à fait inadéquats ».

« L'insistance quasi désespérée avec laquelle certains gouvernements soutiennent que le rôle du Processus de Kimberley n'a rien à voir avec la protection des droits de la personne est honteuse », a dit Ian Smillie, coordonnateur de la recherche à PAC. « C'est pourquoi notre rapport s'adresse au Conseil de sécurité de l'ONU. Le Processus de Kimberley n'a aucune envie de prendre des

mesures efficaces. »

Le rapport de PAC soutient que « les consommateurs ne continueront d'avoir confiance en la pureté des diamants que si le Processus de Kimberley accepte de prendre des mesures rigoureuses pour empêcher que des diamants entachés ne se retrouvent dans le commerce mondial des diamants. Dans le cas du Zimbabwe, le PK échoue sur toute la ligne. »

En plus de son appel aux Nations Unies, Partenariat Afrique Canada demande que le PK suspende le Zimbabwe jusqu'à ce que ses diamants soient gérés comme il se doit et qu'on puisse faire la preuve que des stocks de plus de 1,3 million de carats n'ont pas été vendus ou troqués illégalement par le gouvernement. PAC réitère aussi une demande de plus en plus pressante en faveur de l'élaboration, par le Processus de Kimberley, d'un protocole clair qui permet de sévir face aux violations manifestes des droits de la personne dans la gestion des ressources diamantifères.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à :

Ian Smillie : +1 613 728-9725 (anglais)

Susanne Emond : +1 613 237-6768 (français; remarque : le rapport n'est disponible qu'en anglais)

Partnership Africa Canada is a Canadian nongovernmental organization that has been involved in efforts to halt the trade in conflict diamonds since 1999. Other reports on conflict diamonds can be found at www.pacweb.org